

Nouméa, le 13 janvier 2020

COMMUNIQUE PRESSE
- Levée de la mobilisation -

Aujourd'hui 13 janvier, de 8h30 à 13h, plus de 800 personnes au total, salariés et chefs d'entreprise du secteur de la transformation locale, sont venues manifester devant le gouvernement, malgré des pressions et menaces politiciennes de représailles en cas de présence à la manifestation, pour dénoncer le traitement à charge, fallacieux et mensonger dans certains cas, des dossiers relatifs à l'industrie de transformation locale par l'Autorité de la concurrence, la direction des affaires économiques et le gouvernement,.

A 11h, après 4 demandes de rencontre et 2 matinées de manifestation, une délégation de 7 personnes a été reçue par le président du gouvernement, M. Thierry SANTA et des membres de son cabinet.

Lors de cet entretien, la FINC a exprimé son incompréhension face au mépris du gouvernement envers le secteur de la production locale et présenté ses griefs liés au traitement des dossiers de l'industrie par le membre du gouvernement en charge du secteur de l'économie et la Direction des affaires économiques.

En réponse, le Président du gouvernement a pris deux engagements :

1) réfléchir à de nouvelles méthodes de concertation et d'instruction par les services de l'administration, sur les dossiers relatifs à l'industrie

La FINC souhaite que des échanges et une concertation avec la direction des affaires économiques animent le dossier, conformément à la loi et à l'esprit recherché par le gouvernement, en se plaçant ainsi dans le rôle d'une administration qui accompagne.

Le Président du gouvernement a ainsi pris l'engagement que des réunions de travail soient programmées d'ici fin janvier à ce sujet pour mettre à plat et identifier de nouvelles méthodes de travail.

2) revenir vers la FINC d'ici fin de journée pour discuter du projet d'arrêté qui sera présenté demain au gouvernement relatif à la régulation du marché des tubes et tuyaux

La FINC dénonce l'absence de discussion entre la direction des affaires économiques et l'entreprise concernée sur le dossier instruit et le non-sens de l'actuelle proposition du gouvernement visant à réguler le marché sur moins de 5% de la production de l'entreprise concernée, conduisant ainsi l'entreprise à arrêter sa production locale.

Le Président du gouvernement a ainsi pris l'engagement de contacter Christopher Gygès pour échanger avec lui sur le sujet et en informer la FINC d'ici la fin de la journée.

La FINC est satisfaite que le dialogue soit de nouveau renoué avec le Président du gouvernement et fait confiance au Président du gouvernement pour tenir ses engagements et tisser de nouveau une relation apaisée et constructive avec l'ensemble des entreprises du secteur de la transformation locale.

Contact presse : Xavier BENOIST, président FINC – 74 79 49.